



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Parisien-Aujourd'hui en France

Question au Gouvernement n° 2508

Texte de la question

RACHAT DU PARISIEN

M. le président. La parole est à M. Patrick Bloche, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Patrick Bloche. Ma question concerne la perspective d'achat du *Parisien-Aujourd'hui en France* par Serge Dassault, dont le ministre de la culture et de la communication a pu dire, sans rire, qu'il s'agissait d'un sujet " économique, nullement politique ". (*Rires sur les bancs du groupe SRC.*) Tout le monde sait que M. Dassault, sénateur UMP, ne fait pas de politique ! Déjà propriétaire du *Figaro*, il est, de plus, dirigeant d'un groupe industriel qui vit des commandes de l'État. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

On retrouve là un résumé saisissant du sarkozysme, ce mélange des genres qu'affectionne tant le chef de l'État (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR - Protestations sur les bancs du groupe UMP*) et qui vient de conduire si opportunément le ministère de la défense à anticiper l'achat de onze *Rafale*, en allant jusqu'à sacrifier ses propres crédits budgétaires.

M. Philippe Briand. C'est nul !

M. Patrick Bloche. De fait, ce sont les contribuables français qui vont financer la mainmise de M. Dassault sur le *Parisien-Aujourd'hui en France*. (*Protestations sur les bancs du groupe UMP, dont de nombreux membres scandent : " Bergé ! Bergé ! "*)

Si cet achat se fait, qui peut croire que l'indépendance de l'équipe rédactionnelle du *Parisien* sera préservée et que sa ligne éditoriale ne sera pas modifiée ? Faut-il ainsi se résigner à retrouver demain, dans ce journal, les sondages complaisamment payés par le budget de l'Élysée, comme déjà *Le Figaro* nous y a habitués ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Enfin, comment ne pas rappeler que si la proposition de loi socialiste visant à lutter contre la concentration dans les médias, débattue ici même il y a juste un an, avait été adoptée, l'acquisition d'un second quotidien par M. Dassault serait aujourd'hui impossible ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

Aussi voudrions-nous savoir ce que le Gouvernement compte faire pour défendre le pluralisme de l'information et la liberté de la presse, tant menacés dans notre pays. (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe SRC ; applaudissements sur plusieurs bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à M. Frédéric Mitterrand, ministre de la culture et de la communication.

M. Frédéric Mitterrand, *ministre de la culture et de la communication*. Monsieur le député, permettez-moi de rappeler d'abord quelques données de base.

Les efforts consentis par le Gouvernement à la suite des états généraux de la presse écrite n'ont pas d'autres objectifs que de renforcer le pluralisme de la presse. (*Rires et exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Jamais l'État n'a soutenu avec une telle force aussi bien le secteur économique que les valeurs d'indépendance et les métiers du journalisme.

Mais dans un contexte technologique et économique particulièrement incertain, comme vient de le rappeler le rapport Cardoso, les entreprises du secteur doivent pouvoir s'appuyer sur des actionnaires solides. En France, le mouvement indispensable de consolidation des entreprises de presse s'opère sans porter atteinte à la vitalité du débat démocratique : le rachat du *Monde* en est bien la preuve. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur quelques bancs du groupe NC. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

On constate que le marché des quotidiens, qui a le plus besoin de capitaux, apparaît beaucoup moins concentré

en France qu'en Espagne, au Royaume-Uni, en Suède, ou même en Allemagne. Les premiers quotidiens français ne représentent que 25 % de la diffusion totale.

J'en viens plus précisément à votre question qui révèle, me semble-t-il, la piètre opinion que vous semblez avoir du travail des journalistes. Je le ferai en vous posant à mon tour trois questions.

Croyez-vous que posséder un journal permette d'infléchir vraiment le travail de la rédaction ? ("*Oui !*" sur les bancs du groupe SRC.) Quelle est donc l'opinion que vous avez des journalistes ? Pensez-vous que les journalistes du *Parisien* se laisseront dicter leurs articles ? (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

En vérité, vous avez une bien piètre idée de la liberté de la presse, sacrée pour nous, et, pour vous, objet d'invectives. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur quelques bancs du groupe NC.*)

Données clés

Auteur : [M. Patrick Bloche](#)

Circonscription : Paris (7^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2508

Rubrique : Presse et livres

Ministère interrogé : Culture et communication

Ministère attributaire : Culture et communication

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 6 octobre 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 6 octobre 2010